



Campagne «Les agrocarburants, ça nourrit pas son monde»

1^{er} octobre 2008

« Si certains pays trouvent légitime de produire des agrocarburants afin de réduire leur dépendance énergétique, rien ne serait pire que d'en faire un marché mondial en donnant la priorité aux réservoirs des voitures au détriment des ventres des pauvres. »
Synergie Paysanne Bénin / Partenaire de la campagne

A l'heure où s'ouvrent des négociations au niveau européen sur la consommation à grande échelle d'agrocarburants, Les Amis de la Terre, le CCFD – Terre solidaire et d'Oxfam France – Agir ici lancent la campagne « les agrocarburants, ça nourrit pas son monde ».

Menée en partenariat avec des associations indonésienne, colombienne, béninoise et brésilienne, la campagne s'oppose à tout objectif chiffré d'incorporation des agrocarburants (10%) dans la consommation énergétique des transports européens d'ici à 2020.

Les associations membres de la campagne soulignent les impacts catastrophiques d'un développement à grande échelle des agrocarburants, et ce à tous les niveaux : alimentaire, environnemental et social. Des effets désastreux qui ne pourront être atténués que par la révision des politiques de soutien à ce marché et non par une illusoire certification ou une future « seconde génération ».

En effet, présentés comme la solution miracle contre l'épuisement des réserves de pétrole mais également comme un remède au réchauffement climatique, les agrocarburants menacent aujourd'hui les populations locales et les cultures vivrières en accaparant la terre et les ressources naturelles. Ils contribuent également à la hausse mondiale des prix alimentaires qui a plongé près de 100 millions de personnes supplémentaires dans la faim et la pauvreté et mis en danger les moyens de subsistance de 300 millions de personnes. Ce chiffre, déjà intolérable, pourrait doubler d'ici à 2025 si l'actuelle ruée sur les agrocarburants se poursuit.

Fiche 1 - Objectifs de la campagne

Fiche 2 - Impact alimentaire

Fiche 3 - Impact social

Fiche 4 - Impact environnemental

Fiche 5 - Certifications et 2nde génération : des solutions illusoirs

Fiche 6 - Quelles opportunités pour les pays du Sud ?

Fiche 7 - Associations françaises à l'initiative de la campagne

Fiche 8 - Associations partenaires dans les pays du Sud

Contacts presse

- CCFD : Véronique de La Martinière : 01 44 82 80 64 v.delamartiniere@ccfd.asso.fr

- Les Amis de la Terre : Caroline Prak 01 48 51 32 22 / 06 86 41 53 43 caroline.prak@amisdelaterre.org

- Oxfam France – Agir ici : Magali Rubino 01 56 98 24 45 / 06 30 46 66 04 mrubino@oxfamfrance.org

1. Les objectifs de la campagne

Destinée à sensibiliser le public sur les conséquences des cultures destinées aux agrocarburants sur les populations du Sud, la campagne interpelle les principaux décideurs européens et leur demande de refuser les politiques d'encouragement des agrocarburants. Elle cible en particulier :

Le président de la République, Nicolas Sarkozy, actuel président du Conseil de l'Union européenne :

Pour appeler les chefs d'Etat du Conseil européen à s'opposer à l'objectif obligatoire proposé par la Commission européenne d'incorporer 10% d'agrocarburants dans les carburants fossiles d'ici 2020 ou à tout autre objectif chiffré.

Depuis quelques années, l'Union européenne soutient les productions agricoles à vocation énergétique. Adoptée en 2003, la directive dite « biocarburants » fixe des objectifs d'introduction d'agrocarburants sur le marché européen (5,75% en 2010), autorise les exemptions de taxe pour ce type de carburant et alloue une aide à la production de 45€ par hectare.

Les agrocarburants représentaient 1,9% de la consommation totale de carburants pour les transports en Europe en 2006¹. Pour atteindre l'objectif d'incorporation de 10 % d'ici 2020, l'Union européenne sera obligée de recourir à des importations massives en provenance des pays du Sud.

Le ministre de l'Agriculture, Michel Barnier :

Pour œuvrer à une révision du « plan biocarburants » français, en supprimant l'objectif d'incorporation de 10% d'agrocarburants dans les carburants fossiles d'ici 2015 et tout autre objectif chiffré ainsi que pour revenir sur les mécanismes de soutien à la filière des agrocarburants française.

Pour la France, premier pays agricole de l'Union européenne, le développement des agrocarburants constitue une priorité telle que les objectifs à l'échelle nationale sont plus ambitieux que ceux fixés par l'Europe. Le « plan biocarburants », adopté sous la pression de lobbies agro-industriels en 2004 et révisé en 2005, encourage notamment le développement des voitures « Flexfuel » équipées pour les agrocarburants et le carburant E85.

Les présidents des Conseils régionaux :

Pour développer les transports publics de passagers et le ferroutage pour les marchandises, comme alternatives au transport routier, afin de réduire la surconsommation de carburants.

Les Conseils régionaux ont dans leurs prérogatives le ferroutage et le transport public de passagers. Ces deux modes de transport plus respectueux de l'environnement sont déjà en forte augmentation ces dernières années.

Par cette interpellation, nous montrons notre soutien à ces initiatives et nous encourageons les présidents de Conseils régionaux à poursuivre dans cette voie pour montrer leur opposition au développement des transports routiers utilisant des agrocarburants, qui sont une fausse solution écologique.

¹ Euroobserver, 2007.

2. Agrocarburants - impact alimentaire

Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 83 % ces trois dernières années. Cette flambée est en partie due à l'enchaînement de mauvaises récoltes, à la demande des pays émergents, à la faiblesse des stocks de céréales et à la surenchère spéculative mais les politiques de développement des agrocarburants y contribuent également avec pour conséquences la récente crise alimentaire.

Sur des marchés alimentaires extrêmement tendus – les stocks mondiaux ne permettant la consommation de céréales que de quelques semaines – toute augmentation brutale de la demande à une répercussion très forte sur les prix. L'OCDE estime que près de 60 % de l'augmentation de la consommation de céréales et d'huiles végétales est, entre 2005 et 2007², imputable aux agrocarburants et le Fonds monétaire international considère que l'augmentation de la demande en agrocarburants compte pour 70 % dans la hausse des cours mondiaux du maïs³ en 2007.

Pour des ménages qui dépensent jusqu'au ¼ de leurs revenus dans l'alimentation, les conséquences de la hausse des prix sont dramatiques : chaque point de pourcentage d'augmentation plonge 16 millions de personnes dans la pauvreté et la faim⁴, alors que 2,6 milliards d'individus vivent déjà avec moins de 2 dollars par jour⁵.

Le nombre de personnes qui souffrent de la faim dans le monde est passé de 850 à 925 millions de personnes entre 2007 et 2008 et près de 300 millions de personnes supplémentaires dans le monde nécessitent une assistance immédiate⁶. Mais, dans la mesure où l'Agence internationale de l'énergie prévoit un décuplement de la consommation totale d'agrocarburants entre 2004 et 2030⁷, 600 millions de personnes supplémentaires devraient souffrir de la faim à cette date⁸.

Une part considérable des terres des pays du Sud est déjà utilisée pour des productions non alimentaires (la culture du soja au Brésil représente 20 millions d'hectares, dont la majeure partie est destinée à l'alimentation animale des pays du Nord). Pourtant, les pays du Nord doivent aussi importer des pays du Sud des quantités considérables de matières premières pour atteindre leurs objectifs de consommation d'agrocarburants, ce qui favorise le développement de monocultures d'exportation, aux dépens d'une agriculture familiale et vivrière destinée aux marchés locaux.

Les politiques de développement des agrocarburants vont donc à contre-courant de l'éradication de la pauvreté et de la faim dans le monde, pourtant premier objectif du Millénaire pour le développement, que les pays développés se sont engagés à atteindre d'ici 2015.

Il faut 232 kilos de maïs pour produire 50 litres d'éthanol : de quoi faire un plein de voiture, ou apporter les calories nécessaires à l'alimentation d'un enfant pendant un an...

² *Rising Food Prices: Causes and Consequences*, OCDE, document préparé pour la DAC High Level Meeting, 20-21 mai 2008.

³ *Food and Fuel Prices*, FMI, 2008. Quant à la Banque mondiale, elle estime à 75 % la part des agrocarburants dans les causes de la hausse des prix mondiaux.

⁴ Programme alimentaire mondial des Nations-unies.

⁵ Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, 2007.

⁶ « *Une autre vérité qui dérange* », Oxfam International, 2008.

⁷ « *Renewables in Global Energy Supply, An IEA Fact Sheet* », AIE, 2007.

⁸ « *How Biofuels Could Starve the Poor* », C. Runge et B. Senauer, *Foreign Affairs*, mai-juin 2007.

3. Agrocarburants - impact social

Si le coton, le cacao et le café ont longtemps été les premiers produits d'exportation du Sud, aujourd'hui, ce sont les cultures à vocation énergétique qui bénéficient de toute l'attention des pays industrialisés. Pourtant, ce marché créé de toutes pièces est loin de mener au développement. L'agrobusiness méprise les droits fonciers et coutumiers des populations locales et son impact sur les droits de l'Homme est bien réel.

Les petits producteurs du Sud sont contraints de laisser les meilleures terres aux grands groupes agro-industriels ou de modifier leur production, au détriment des cultures vivrières et de leur mode de vie traditionnel. Alors que les agricultures familiales sont très peu soutenues par les politiques mises en place dans les pays du Sud, les agro-industriels bénéficient de zones franches ou de réduction de taxes pour favoriser leurs investissements dans le secteur des agrocarburants ou profitent tout simplement de vides législatifs, comme c'est majoritairement le cas en Afrique.

La course des entreprises et des investisseurs pour acquérir de nouvelles terres entraîne le déplacement de populations vulnérables dont les droits à l'accès à la terre sont peu protégés, violant notamment la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones adoptée en 2006. Aujourd'hui, 60 millions de personnes sont menacées d'être déplacées de leurs terres pour faire place aux plantations nécessaires à la production d'agrocarburants⁹. Cinq millions d'entre eux vivent dans la région indonésienne de Kalimantan Ouest.

Dans les pays du Sud, les conditions de travail dans les plantations d'agrocarburants sont parfois inhumaines et s'apparentant plus à l'esclavagisme moderne. On constate notamment la persistance d'un travail forcé et servile, l'interdiction de s'organiser en syndicat, l'absence de formation en santé et en sécurité ainsi qu'un système de paiement à la pièce qui discrimine systématiquement les femmes et provoque le recours régulier au travail des enfants.

Pourtant, il est difficile de faire progresser ces conditions de travail quand les lois, l'absence de droit du travail et le recours à l'intimidation sont autant d'obstacles à la syndicalisation des travailleurs que certains gouvernements locaux sont peu pressés de protéger. Une aubaine pour les multinationales et les groupes financiers de faire fructifier leurs investissements.

“ La production d'agrocarburants entraîne une déshumanisation des populations. ”
John Bamba, Institut Dayakologi, Indonésie, partenaire de la campagne

Investir dans la pauvreté

Une inspection du ministère du Travail réalisée en 2008 dans l'État de Goiás a révélé que la compagnie Brenco (Brazilian Renewable Energy Company) faisait travailler ses ouvriers dans des conditions dégradantes. L'équipe d'inspection a notamment constaté un accès insuffisant à la nourriture, un manque d'installations sanitaires et des conditions de vie sordides. Dans un cas, sept personnes partageaient une pièce de 11 m²; dans d'autres, les ouvriers devaient dormir sur des matelas mouillés et dans des logements infestés de rats, de cafards et d'ordures.

Parmi les investisseurs de Brenco, dirigée par Philippe Reichstul, ex-président de Petrobras, figurent Bill Clinton, ancien président des Etats-Unis et James Wolfensohn, ancien président de la Banque mondiale.

⁹ Forum permanent des Nations unies sur les questions indigènes, 2008.

4. Agrocarburants - impact environnemental

De l'augmentation des pollutions chimiques et du risque génétique à l'appauvrissement de la biodiversité, des sols et des réserves en eau, le développement massif des agrocarburants a des graves impacts écologiques sur notre planète, au Nord comme au Sud.

Pour justifier le recours aux agrocarburants, la Commission européenne met en avant la réduction de la dépendance énergétique et des émissions de gaz à effet de serre (GES). Mais l'efficacité énergétique et l'impact écologique des agrocarburants sont fortement remis en question, dès que l'ensemble des impacts sont pris en compte dans les analyses de cycle de vie.

De la culture des végétaux jusqu'à la sortie de l'usine, la production d'agrocarburants nécessite un apport d'énergie important, largement minimisé par leurs promoteurs. L'efficacité énergétique¹⁰ de l'agroéthanol de blé est de 1,4.

Par ailleurs, l'agriculture productiviste européenne utilise de larges quantités d'intrants. Chaque hectare de colza nécessite en France l'apport de 170 kilos d'engrais azoté, qui en se dégradant, produisent du protoxyde d'azote au pouvoir réchauffant 300 fois supérieur à celui du CO₂.

“ Les monocultures réduisent la disponibilité en eau, assèchent les sources ou les contaminent avec des intrants chimiques agricoles. L'impact ne se limite pas aux surfaces occupées par les monocultures, mais il concerne également les territoires environnants. ”
Sergio Schlesinger, FASE, Brésil, partenaire de la campagne

D'autres dimensions sont absentes des calculs qui démontrent leur soi-disant intérêt écologique.

Il en est ainsi du carbone relâché dans l'atmosphère par la mise en culture de nouvelles terres pour des besoins énergétiques (changement d'affectation des sols direct). En Indonésie par exemple, le défrichage de la forêt est largement tiré par la production d'huile de palme.

De même lorsque les plantations à vocations énergétiques se développent sur des terres anciennement agricoles, elles « repoussent » les cultures vivrières sur des terres autrefois vierges (changement d'affectation des sols indirect). Au Brésil, par exemple, la canne à sucre repousse le soja vers le Nord et contribue à la destruction de la savane et de la forêt.

7,3 millions : c'est le nombre d'hectares de palmiers à huile plantés aujourd'hui en Indonésie, soit deux fois la superficie des Pays-Bas.

Pour atteindre les objectifs proposés par la Commission en 2008, l'Union européenne devra détourner une énorme quantité de sa production d'huile alimentaire pour la transformer en agrocarburant. Cela entraînera un « trou » dans le marché alimentaire, qui devra être comblé par des importations, principalement d'huile de palme, dont l'expansion est directement liée à la destruction de la forêt en Indonésie et en Malaisie. D'ici à 2020, le comblement de ce déficit nécessitera l'importation annuelle de 5,4 milliards de litres d'huiles végétales.

Mais la production intérieure ne suffira pas. L'UE reconnaît le besoin d'importer directement des agrocarburants des pays du Sud. Cette politique est irresponsable car en augmentant la demande de terres agricoles au Sud, elle favorise la destruction de puits de carbone comme les forêts, les zones humides et les prairies.

40 % : c'est au mieux la proportion de carburants qui pourrait être remplacée par l'agroéthanol si l'ensemble des cultures et stocks mondiaux de céréales étaient convertis en agrocarburants, ne laissant plus rien pour l'alimentation¹¹.

¹⁰ rapport entre l'énergie libérée par la combustion de l'agrocarburant et la quantité d'énergie primaire fossile qu'il a fallu dépenser pour le produire.

¹¹ « Une autre vérité qui dérange », Oxfam International, 2008.

5. Certifications et 2nde génération : des solutions illusoires

Certification

La Commission européenne a proposé d'assujettir l'objectif obligatoire de 10 % au respect de critères dits de « durabilité » et propose de s'appuyer sur des initiatives volontaires et des schémas déjà existants, tels que la Table ronde sur le palmier à huile responsable¹² ou encore l'Initiative pour une meilleure canne à sucre¹³.

Ces initiatives, pilotées essentiellement par des acteurs du Nord¹⁴, sont largement rejetées par les acteurs locaux. En effet, les critères vérifiés sont toujours le reflet d'un jeu d'acteurs et d'un consensus. Ainsi, plus la demande du marché est forte, plus les exigences sont revues à la baisse : celui obtenu par la Table ronde sur l'huile de palme durable n'exclut pas par exemple les plantations cultivées sur des forêts secondaires ou des sols tourbeux et n'interdit pas le recours au paraquat, un pesticide très toxique interdit dans l'Union européenne.

Par ailleurs, si la certification peut constituer un outil efficace pour contenir au niveau local les « micro-effets » de la production des agrocarburants, elle ne permettra en aucun cas de remettre en cause une demande excessive, l'extension des cultures et les « macro-effets » qu'elle génère : pression sur le foncier, déplacement des populations ou hausse des prix agricoles¹⁵.

Enfin, aucun critère social n'est aujourd'hui retenu par l'Union européenne et certains critères environnementaux entrent en contradiction avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce, ce qui rend leur application difficile.

“ La Commission européenne ignore les principes du développement durable, à savoir l'exigence de retombées économiques bénéfiques, du respect de l'environnement et de la préservation des structures socioculturelles. ”
John Bamba, Institut Dayakologi, Indonésie

2^{ème} génération

Les problèmes associés à la génération actuelle d'agrocarburants sont souvent écartés par l'annonce d'un passage imminent à des agrocarburants de deuxième génération, qui utiliseraient l'ensemble de la plante et non uniquement les parties comestibles. La promotion des agrocarburants de seconde génération sert aujourd'hui surtout à justifier les investissements dans la 1^{ère} génération.

Pour l'agrodiesel, ces arguments relèvent de l'incantation¹⁶ : la technologie de la 2nde génération, qui permettrait de produire de l'agrodiesel de synthèse, n'a rien à voir avec celle existante. Par ailleurs, la taille critique de 1 à 10 millions de tonnes de carburant est couramment avancée comme étant la production annuelle minimale de telles unités. Il faudrait donc environ 10% de la surface de la France pour alimenter une seule usine... Pour ce qui est de l'agroéthanol, les expériences pré - industrielles sont peu encourageantes : l'unité pilote qui vient d'ouvrir au Japon produira 1,4 millions de litres d'éthanol, soit 1120 tonnes, en utilisant 48 000 tonnes de bois, soit 43 kg de bois par kilo d'éthanol...

Ce n'est pas parce qu'un agrocarburant de deuxième génération n'utilise pas des denrées alimentaires comme matières premières qu'il ne menace pas la sécurité alimentaire : il entrera tout de même en concurrence avec la production vivrière pour l'accès aux terres, à l'eau et aux autres intrants agricoles. La plupart des technologies de deuxième génération dépendront de monocultures à grande échelle qui menacent la biodiversité, la production alimentaire et les droits fonciers.

“ Les conséquences sur le secteur agricole local du développement des agrocarburants dépendent du type de culture et des conditions de production mises en place. Elles peuvent être positives si la production n'est pas basée sur les monocultures, qui entraînent une érosion des terres, ou le déplacement d'autres cultures locales, touchant alors les petits producteurs. ”
Equipo Pueblo, Mexique

¹² <http://www.rspo.org/>.

¹³ <http://www.bettersugarcane.org/>.

¹⁴ Par exemple, aucun représentant des cultivateurs de canne à sucre ou syndicat de travailleurs d'Amérique du Sud n'est membre de la Better Sugar Initiative, créée par le WWF et des multinationales comme Coca-Cola, Tate & Lyle ou Cargill.

¹⁵ *Sustainability as a Smokescreen, The Inadequacy of Certifying Fuels and Feeds*, Les Amis de la Terre Europe, avril 2008.

¹⁶ Données calculées par Patrick Sadonnes : Association EDEN, Responsable du Groupe de Travail Energie – Agrocarburants de la Confédération Paysanne

6. Quelles opportunités pour les pays du Sud ?

Aujourd'hui, 1,6 milliard de personnes sont privées d'électricité et 2,4 milliards dépendent de la biomasse traditionnelle pour des activités de base comme la cuisine et le chauffage¹⁷. Les ménages les plus pauvres des pays en développement dépensent jusqu'à 30 % de leur budget pour l'accès à l'énergie. Sur le plan national, le budget de pétrole de certains pays importateurs est six fois supérieur au budget consacré à la santé¹⁸.

Dans ce cadre, certains pays du Sud voient dans la production locale d'agrocarburants un moyen de remplacer une partie de leurs importations pétrolières pour satisfaire leurs besoins énergétiques.

Bien que certains pays se sont d'ores et déjà fixés des objectifs de consommation d'agrocarburants dans les transports, peu d'entre eux se sont dotés en amont d'un cadre légal permettant de réguler les investissements, protéger les intérêts des petits producteurs – notamment l'accès à la terre – et donner la priorité de l'utilisation des terres à la production alimentaire, alors même qu'ils importent une grande partie de leurs besoins alimentaires. De nombreuses entreprises étrangères sont également présentes en Afrique, en Asie ou en Amérique latine et parviennent à s'octroyer des milliers d'hectares de terre au détriment des agricultures familiales.

Nos partenaires de campagne nous alertent donc sur le danger d'un développement à grande échelle d'agrocarburants destinés à alimenter le secteur national des transports et invitent leurs gouvernements à la plus grande prudence.

Développer l'électrification rurale par des filières de proximité

Lorsqu'ils sont développés en filières de proximité et à petite échelle – c'est à dire produits et consommés localement – les agrocarburants peuvent permettre la mise en place de nouveaux services énergétiques : électrification, mécanisation d'activités domestiques ou productives – tels les moulins ou les pompes à eau – grâce à un carburant abordable.

Cette production de combustible a un potentiel important pour améliorer les conditions de vie des populations rurales, lorsqu'elle est développée dans le respect des agricultures familiales et en association avec les cultures alimentaires. L'utilisation de technologies simples, peu coûteuses, appropriables par les petits agriculteurs et sans danger pour la santé humaine, est la seule crédible. C'est le cas par exemple de la production d'huile végétale pure, directement utilisable dans les générateurs électriques.

À Teriya Bugu, village et centre de tourisme solidaire dans le cercle de Bla au Mali, la mise en service d'une centrale électrique à l'huile végétale pure permettra prochainement de fournir lumière et réfrigération à plus de 500 villageois alimentés en électricité par deux groupes électrogènes de 15 et 60 kW qui fournissent également le centre de tourisme solidaire et offre des services de recharge de batterie pour les villages alentour. Cela constitue une révolution dans un pays où plus de 70 % de la population vit en milieu rural et 3 % seulement a accès à l'électricité.

Le projet mis en œuvre par l'Association d'entraide pour le développement rural, une ONG malienne, devrait atteindre son objectif d'ici à 2012 : permettre l'autonomie énergétique de Teriya Bugu (l'équivalent de 50 000 litres de gasoil annuel) par la culture de 100 hectares de jatropha, plantés principalement en haie clôturant les champs.

¹⁷ <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2006/ENVDEV888.doc.htm>.

¹⁸ Une autre vérité qui dérange, Oxfam International, 2008

7. Les associations à l'initiative de la campagne

En France, la campagne est lancée à l'initiative de trois associations et soutenue par 25 autres associations.



Les Amis de la Terre France (créé en 1970)

Les Amis de la Terre est une association de protection de l'Homme et de l'environnement. Elle mène des actions de plaidoyer auprès des décideurs politiques et économiques et sensibilise le grand public sur les grandes problématiques environnementales : forêts tropicales et biodiversité, responsabilité des entreprises et des acteurs financiers, énergies et changements climatiques, agriculture, OGM et agrocarburants, déchets. Les Amis de la Terre sont membres de la fédération Amis de la Terre International, plus grand réseau écologiste au monde présent dans 70 pays avec deux millions de membres. Les Amis de la Terre France fédèrent 30 groupes locaux.

2B rue Jules Ferry 93100 Montreuil
www.amisdelaterre.org



CCFD-Terre solidaire

Comité catholique contre la faim et pour le développement (créé en 1961)

Le CCFD, première ONG de développement française, soutient près de 500 organisations locales dans plus de 80 pays. Leur travail mené auprès des populations les plus vulnérables, concerne les différents domaines du développement humain, lutte contre la faim, développement rural, renforcement de la société civile, construction de la paix... Avec un réseau de 15 000 bénévoles en France, le CCFD mène également un travail d'éducation au développement afin de sensibiliser l'opinion aux enjeux de la solidarité Nord-Sud, et conduit des activités de plaidoyer en direction des décideurs économiques et politiques.

4, rue Jean Lantier 75001 Paris
www.ccfid.asso.fr



Oxfam France – Agir ici (créé en 1988)

Oxfam France – Agir ici est une association de solidarité internationale qui a pour objectif de construire avec chaque citoyen un monde plus juste où les droits humains sont respectés. Oxfam France – Agir ici est membre d'Oxfam International, confédération de 13 organisations indépendantes qui, avec leurs 3000 partenaires répartis dans 120 pays, luttent collectivement contre la pauvreté et des injustices, en agissant sur leurs causes. Ses modes d'action sont le soutien et la participation des citoyens à des campagnes de mobilisation et l'expertise et le plaidoyer au plus haut niveau pour faire pression sur les décideurs politiques et économiques en France et à l'international.

104, rue Oberkampf 75011 Paris
www.oxfamfrance.org

Les associations soutiens de la campagne

4D, Action catholique des femmes, Agir pour l'environnement, AITEC, Artisans du monde, ASAH, ATTAC, AVSF, CFSI, Confédération paysanne, CRID, Étudiants et développement, Frères des Hommes France, Greenpeace, HELIO International, La Garance voyageuse, MRJC, Nature et progrès, Oxfam-Solidarité (Belgique), Peuples solidaires, Réseau Foi et justice Afrique-Europe, Réseau "Sortir du nucléaire", Ritimo, Terre des Hommes France, Union syndicale Solidaires.

8. Les partenaires de la campagne dans les pays du Sud

COLOMBIE

Centro de Investigacion y Educacion Popular (CINEP)



La mission du CINEP (créé en 1972) est d'impulser, à partir des secteurs populaires, des expériences viables dans les champs économiques, sociaux, politiques et culturels et de les systématiser afin de les transformer en propositions de politiques publiques. Le centre vient en appui à plus d'une centaine d'associations. Le partenariat avec le CCFD existe depuis les années 1980.

Le CINEP vient en défense aux populations indigènes, afro-colombiennes et des petits paysans déplacés par l'expansion des palmeraies à huile dont l'essentiel de la production est destinée à l'Europe, dans un contexte de conflit armé.

Asociacion de Consejos Comunitarios del Bajo Atrato (ASCOBA)



ASCOBA a été mis en place sous le soutien actif du CINEP en 2003. L'Association se bat pour la défense des droits des communautés, la promotion d'un développement ethnique et communautaire harmonieux et la revalorisation de l'identité culturelle des communautés vivant dans la région. Elle regroupe 53 communautés afro-colombiennes et indigènes du Bas Atrato, au nord-ouest de la Colombie. ASCOBA met en place des projets pour notamment soutenir le retour sur leur territoire des communautés spoliées ou déplacées par les conflits, et créer des espaces de dialogue afin de mieux articuler les actions entre les communautés et pousser celles-ci à jouer un rôle d'interlocuteur entre le pouvoir public et le privé.

INDONESIE

Institut Dayakologi – Indonésie



Créé en 1991, l'institut Dayakologi plaide pour une revitalisation culturelle, et travaille sur la paix et la réconciliation. Depuis quelques années, l'institut étudie les conséquences du développement des cultures d'huile de palme sur l'île de Kalimantan pour les populations Dalits. L'institut a participé à de nombreux événements internationaux en lien avec les problématiques indigènes, les droits humains et la démocratisation. Le partenariat avec le CCFD a débuté en 1992.

L'Institut Dayakologi porte donc un intérêt particulier aux conséquences des cultures de palmier à huile sur les populations indigènes, mettant en péril leur culture et leur mode de vie traditionnel.

BRESIL

FASE

La FASE est l'une des plus importantes ONG du Brésil qui milite depuis plus de 40 ans pour un modèle alternatif de développement basé sur le contrôle social des politiques publiques, l'accès aux droits et au travail, et le respect de l'environnement. C'est un centre d'éducation populaire orienté vers la promotion du développement participatif et intégral, par le biais de la formation et du soutien aux organisations populaires et aux syndicats de milieu urbain, ainsi qu'aux petits producteurs et ouvriers agricoles organisés ou en voie d'organisation. La FASE organise son action autour de 4 grandes thématiques : question urbaine et démocratisation de la gestion des villes ; droits et conflits du travail ; question agraire, agro-écologie et sécurité alimentaire ; globalisation, démocratie et citoyenneté.



La FASE met également en place un programme de développement durable intitulé Promotion des droits économiques, sociaux et culturels au Brésil, basé sur l'agriculture familiale dans le Mato Grosso. Des initiatives de valorisation des ressources naturelles se développent en Amazonie avec des agriculteurs et des pêcheurs. Elle effectue également un travail important d'articulation et de plaidoyer au niveau national pour influencer les politiques en faveur de la justice sociale.

La FASE dénonce les effets sociaux, alimentaires et environnementaux de l'extension des monocultures. Elle effectue un travail de plaidoyer au niveau national pour plus de justice sociale dans la politique brésilienne en faveur de l'éthanol à partir de canne à sucre.

BENIN

Synergie Paysanne – Bénin



Mouvement né en 2002 avec l'appui du CCFD, dans le Mono, au Sud du Bénin avec l'objectif de défendre les intérêts des paysans béninois devant les pouvoirs publics. SYNPA a été reconnu par les autorités comme organisation syndicale depuis 2002. Il traite principalement des questions foncières et du marché agricole.

Dans un contexte de ressources foncières limitées, Synergie Paysanne dénonce la concurrence entre les cultures énergétiques et les cultures alimentaires, ainsi que les conséquences du développement de ces productions sur le secteur agricole local.